

Elle a été empêchée de disputer la finale du Mondial de boxe

Khelifi : «Il y a complot externe... et interne»

Page 15

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5861 - Lundi 27 mars 2023 - Prix : 10 DA

Un phénomène aux allures inquiétantes

La criminalité sévit toujours

Page 3

Zitouni, ministre du Commerce :

«L'huile de table est disponible en quantité suffisante...»

Page 3

Désescalade à Bakhmout ?

Par Mohamed Habili

En Ukraine, plus d'une année maintenant de guerre, tout reste envisageable, en théorie du moins : la poursuite des affrontements, et peut-être même leur extension à des pays voisins, mais également leur reflux, à son tour annonciateur de leur arrêt définitif à plus ou moins brève échéance. Les Ukrainiens ont récemment fait savoir que la bataille de Bakhmout, en laquelle se résume la guerre ces derniers mois, a perdu de son intensité, leurs forces ayant réussi à arrêter la progression, lente il est vrai, mais jusque-là continue des unités du groupe Wagner, qui cependant ne sont pas les seules forces russes à être engagées sur cette partie du front. Dans un contexte qui malgré tout reste dominé par l'initiative de paix chinoise, sur laquelle toutefois les Ukrainiens ne se sont pas encore officiellement prononcés, à la différence de leurs alliés américains et occidentaux qui eux ont déjà dit tout le mal qu'ils en pensaient, cette stabilisation du front, comme disent les Ukrainiens, pourrait bien être quelque chose de voulu par les Russes, désireux par là de montrer aux Chinois leur disposition à s'inscrire dans le plan de paix proposé par eux, pour peu que les Ukrainiens fassent eux aussi preuve de bonne volonté. Dans ce cas, la stabilisation en question, par définition un état intermédiaire, pourrait se transformer en trêve, ce qui suppose un consentement des deux belligérants.

Suite en page 3

Education nationale

Lancement de la formation des 60 000 enseignants titularisés



PH/D. R.

Afin de prodiguer aux 60 000 enseignants titularisés les bases de l'enseignement moderne où l'intérêt de l'élève est pris en considération, selon une méthode qui permet de communiquer l'information de manière fluide, une formation a été lancée au niveau des différentes wilayas du pays. [Page 2](#)

Grâce à un lecteur automatique de matricules
**700 voitures volées
récupérées par la police**

Page 3

Gouvernement espagnol
**La deuxième vice-présidente exprime
son soutien à la cause sahraouie**

Page 16

Education nationale

Lancement de la formation des 60 000 enseignants titularisés

■ Afin de prodiguer aux 60 000 enseignants titularisés les bases de l'enseignement moderne où l'intérêt de l'élève est pris en considération, selon une méthode qui permet de communiquer l'information de manière fluide, une formation a été lancée au niveau des différentes wilayas du pays.

Par Thinhinane Khouchi

Le processus de formation pédagogique des enseignants intégrés a été lancé hier, par décision du président de la République, et concerne 60 000 enseignants dans les trois cycles de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire). Il faut savoir que pour «une meilleure approche», des inspecteurs de l'Education nationale et de l'enseignement primaire supervisent «le processus de formation qui s'articule également autour de trois grands axes que sont la gestion pédagogique, la gestion administrative et la législation scolaire». Par ailleurs, force est de souligner que «cette formation intervient au niveau du ministère de tutelle, dans le but de réglementer les relations de travail au sein des établissements, enseigner aux nouveaux titulaires

les bases de l'enseignement moderne où l'intérêt de l'élève est pris en considération, selon une méthode qui permet de communiquer l'information de manière fluide». Ainsi, les professeurs stagiaires subiront un examen final comprenant le total des matières prescrites dans le programme, au cours duquel le stagiaire suivra un stage équivalent à 50 heures. En plus de la formation, le programme comprend également d'autres matières telles que la législation scolaire et l'information automatisée et, enfin l'enseignement des matières et les méthodes d'enseignement. A l'issue de la formation des enseignants, l'évaluation finale se déroulera de manière spécifique, puisqu'elle porte sur le calcul du taux de suivi pédagogique continu de 0 à 20 avec un coefficient de 1. Il faut également savoir que la décision du Président Tebboune de titulariser des milliers d'enseignants contractuels a été saluée par les syndicats de l'Education nationale. Ces derniers considèrent que de telles décisions contribueront certainement à «l'amélioration du rang social de



PH/D. R.

l'enseignant et renforceront davantage la stabilité du secteur». De plus, ils étaient unanimes à souligner que cette démarche est en mesure d'apporter une certaine stabilité au secteur mais aussi à «cette catégorie d'enseignants qui, pour certains d'entre eux, ont plus de 14 années d'ancienneté». Par ailleurs, cette décision prise le 11 décembre dernier a été également saluée par la Coordination des enseignants contractuels.

En effet, le représentant de la Coordination, Zoheir Merabet, avait salué cette décision qui témoigne de la «vision éclairée et judicieuse du président de la République en vue de la relance du secteur de l'Education nationale en assurant à l'enseignant un climat adéquat». Cette décision permettra de garantir «la stabilité du parcours professionnel de l'enseignant et l'amélioration de ses conditions sociales pour pouvoir ainsi accomplir par-

faitement ses missions». Cette décision «mettra fin aux souffrances des enseignants contractuels, notamment dans les régions reculées, non desservies par le transport, et permettra à l'enseignant de jouir d'une stabilité socioprofessionnelle», a-t-il dit. Il rappellera, par là même, «les problèmes de versement des salaires dont pâtissaient les enseignants contractuels ces dernières années».

T. K.

À l'occasion du mois de ramadan La DSP d'Oran lance une campagne de sensibilisation sur la mauvaise alimentation

La Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran a récemment lancé une campagne de sensibilisation sur la mauvaise alimentation, a-t-on appris du chef de service prévention à la direction, Youcef Boukhari. La campagne de sensibilisation, visant différents espaces fortement fréquentés par la population dont les mosquées et les administrations notamment, durera du 20 mars au 8 avril, a précisé M. Boukhari. «En plus de la sensibilisation sur les maladies liées à la mauvaise alimentation, le dépistage du diabète et de la tension artérielle sont au programme de cette campagne qui a déjà touché les travailleurs des services de la wilaya et de certaines dairas», a-t-il indiqué. «Nous ciblons les travailleurs d'administrations, parce qu'ils sont exposés à la sédentarité qui, associée à une mauvaise alimentation, est à l'origine de la majorité des maladies cardiovasculaires», a-t-il expliqué.

G. H.

Djanet

Formation de plus de 200 enseignants intégrés au corps de l'Education nationale

Plus de 210 enseignants nouvellement intégrés au corps de l'Education nationale de la wilaya de Djanet bénéficieront d'une session de formation dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle encadrant et formation des nouveaux enseignants de différents paliers scolaires, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction locale de l'Education nationale.

Il s'agit de la formation de 84 instituteurs du palier primaire, de 73 enseignants intégrés au cycle moyen et de 53 enseignants au palier secondaire, a détaillé le responsable de la numérisation à la Direction de l'Education nationale, Boutahra Réda.

Toutes les conditions d'encadrement, d'hébergement et de restauration ont été réunies pour permettre aux enseignants, notamment ceux issus des

régions enclavées, dont les bourgades de Tini, Tadent et lhrir, de mener à bien leur stage, lancé samedi, a fait savoir M. Boutahra.

Cette opération de perfectionnement pédagogique qui durera une quinzaine de jours au niveau de l'établissement moyen «Bachir-El-Ibrahimi» de la commune de Djanet et le lycée «Targui-Quantimidhi» de la commune de Bordj El-Haouès, per-

mettra aux nouveaux intégrés de mettre à niveau leurs connaissances et de les accompagner, à la satisfaction des scolarisés de la région.

Les stagiaires auront ainsi à s'initier aux chapitres des programmes pédagogiques, de la législation scolaire, de l'information et des méthodes didactiques, a conclu le même responsable.

T. Kh.

Timimoun

Remise de plus de 1 360 titres d'attribution de logements ruraux

Plus de 1 368 titres d'attribution de logements ruraux ont été remis durant le premier trimestre de l'année en cours aux bénéficiaires de la wilaya de Timimoun, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction locale de l'habitat.

L'opération de remise de titres et d'aides à l'habitat rural d'une valeur d'un million DA, s'est effectuée en trois phases, dont la première a porté sur l'at-

tribution, au mois de janvier dernier, de 502 titres, suivie d'une autre de remise de 526 décisions au mois de février et l'attribution de 340 titres au mois de mars en cours, a déclaré le directeur de l'habitat, Fathi Aloui. Selon le même responsable, ces efforts, visant à satisfaire les postulants aux logements dans la wilaya, donneront lieu à la remise en perspective de 653 titres d'attribution de logements ruraux, de

252 décisions de logements promotionnels aidés (LPA), en plus du lancement d'un nouveau quota de 50 logements LPA pour le chef-lieu de la commune de Timimoun. Outre l'inscription cette année d'un nouveau projet de 100 logements publics locaux (LPL) à lancer, une fois les procédures administratives finalisées et l'entreprise de réalisation choisie, le parc immobilier de Timimoun a été renforcé l'an-

née dernière (2022) d'un effectif de 1 133 unités rurales et de 63 LPL. La même source a indiqué que ces projets s'inscrivent au titre des efforts de l'Etat portant prise en charge des préoccupations des citoyens leur permettant de bénéficier d'un logement décent à la faveur des différentes formules d'habitat, dont notamment le programme de logement rural très sollicité dans la région.

Mahi Y.

Zitouni, ministre du Commerce :

«L'huile de table est disponible en quantité suffisante...»

■ Depuis le début du ramadhan, une tension sur l'huile de table est observée sur le marché. Face à cette situation, le premier responsable du secteur du Commerce tente de rassurer sur la disponibilité du produit et sur un stock important pour faire face à toute éventualité. Le consommateur algérien rencontre depuis quelques jours des difficultés pour se procurer de l'huile de table, en raison de sa rareté mais surtout de sa cherté.

Par Louisa A. R.

Le problème est imputé à des perturbations dans la chaîne de distribution des produits alimentaires. En effet, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a déclaré, hier, que l'huile de table est disponible en abondance et qu'il y a un excédent de production. «L'huile de table est disponible avec des quantités suffisantes pour satisfaire les consommateurs et citoyens», a-t-il rassuré, en marge de sa visite

Grâce à un lecteur automatique de matricules **700 voitures volées récupérées par la police**

UN LECTEUR automatique de plaques d'immatriculation a permis de récupérer un grand nombre de voitures volées depuis sa mise en service. Selon le directeur de la sécurité publique à la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), Ahmed Nait El Hocine, ce lecteur qui était généralisé à toutes les wilayas du pays, a permis en 2022 de récupérer 700 véhicules ayant fait l'objet de vol. Ces appareils, a expliqué, hier, l'invité de la radio nationale, sont installés dans les voitures de police et sont connectés aux cartes grises. Ils ont été mis en service en 2021, a-t-il précisé, ajoutant qu'ils détectent tous les véhicules volés, déclarés aux services de sécurité. Ils permettent également de repérer les voitures portant de fausses plaques d'immatriculation. L'opérateur a indiqué que l'opération de supervision des infractions via le système de contrôle par vidéo entre dans le cadre de la nouvelle stratégie adoptée par la DGSN à travers la modernisation des outils de détection des infractions. M. Nait El Hocine a indiqué par ailleurs, qu'un plan de sécurité spécial Ramadhan a été mis en place consistant en le changement du mode de travail et l'intensification de la présence sécuritaire et des patrouilles de contrôle dans les lieux et espaces qui connaissent une grande fréquentation de citoyens. Sur un autre plan, les services de sécurité ont saisi, durant la période du 1er janvier au 28 février dernier, près de 671 quintaux de produits destinés à la spéculation. **Massi Salami**

à l'usine de production des huiles «Safia». Le ministre a imputé les perturbations dans l'approvisionnement à la chaîne de distribution. «Il y a des perturbations dans la chaîne de distribution des produits alimentaires», a-t-il déclaré. «Le ministère du Commerce doit jouer son rôle comme il doit assurer la distribution et la livraison de ces produits», a-t-il ajouté. Dans le même contexte, Zitouni a précisé que «le volume de production d'huile de table avait été augmenté pour assurer la disponibilité de cette substance durant le mois de ramadan». Il a affirmé, dans ce sens, qu'en application des recommandations du Conseil des ministres, la production d'huile a été portée à 4 600 tonnes. De plus, Zitouni a annoncé l'élaboration d'une carte géographique de distribution d'huile selon de multiples critères, pour éviter les fluctuations et mettre fin à son instabilité. Cela revient principalement, a-t-il indiqué, aux efforts fournis par l'État algérien. D'autre part, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a confirmé que l'Algérie dispose d'un important stock de réserve de divers produits alimentaires, en prévision de toute éventuelle urgence. Pour rappel, Tayeb Zitouni a accordé la semaine passée, lors



PH/D. R.

d'une réunion de travail avec les producteurs d'huile de table, l'autorisation aux producteurs d'huile de table de vendre leurs produits directement aux consommateurs sur les marchés de proximité dans les 58 wilayas, en vue de répondre à la demande croissante enregistrée, notamment durant le mois de ramadhan. Le ministre du Commerce a relevé, à ce propos, la nécessité d'assurer la dis-

ponibilité de ce produit de base partout sur le territoire national, et de réduire les perturbations qu'a connues le marché ces derniers temps. Le ministre s'est félicité, par là même, «des efforts déployés par tous les opérateurs économiques à l'échelle nationale, en vue d'assurer l'approvisionnement des marchés en produits de large consommation à la veille du mois sacré». **L. A. R.**

Un phénomène aux allures inquiétantes

La criminalité sévit toujours

La criminalité prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétude des citoyens. Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus. Pourtant, les autorités mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime reste une priorité majeure. Effectivement, les services de Sécurité de wilaya d'Alger ont

démantelé un réseau criminel impliqué dans 17 affaires de vol de magasins au niveau de la circonscription administrative de Dar El-Beida, a indiqué, hier, un communiqué des mêmes services. Les services de la 3^e sûreté urbaine de Bordj El-Kiffan, relevant de la circonscription administrative de Dar El-Beida, «ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le vol nocturne de magasins, et ce, suite à plusieurs plaintes déposées par les propriétaires des magasins objet du vol par effraction», précise la même source. En coordination avec le parquet territorialement compétent, «les investigations ont permis l'arrestation de quatre individus, dont une femme, des repris de justice âgés entre 16 et 40 ans», ajoute la même source. «Ledit réseau est impliqué dans 17 affaires similaires à travers le territoire de compétence de la circonscription administrative de Dar El-Beida», selon la même source. L'opération a permis la saisie d'outils utilisés pour commettre le vol, à savoir «un cric pour casser les portes extérieures

des magasins, des gants, une cagoule et des armes blanches prohibées», outre la récupération de «certains objets volés». «Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause seront présentés devant le parquet territorialement compétent pour association de malfaiteurs et vol par effraction et escalade de nuit», conclut le communiqué. De son côté, la brigade mobile de la Police judiciaire d'Ouled Fayet, relevant de la Circonscription administrative de Chéraga (Alger), a procédé au démantèlement d'un réseau criminel s'adonnant au trafic illicite de comprimés psychotropes, a indiqué, hier, un communiqué des services de la Sûreté nationale. «Cette opération, menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, s'est soldée par l'arrestation de quatre individus, des repris de justice issus de la wilaya d'Alger, lesquels étaient impliqués dans une bande de quartier qui semait la terreur en milieu urbain», précise le communiqué. La perquisition du domicile des mis en cause a permis de

LA QUESTION DU JOUR

Désescalade à Bakhmout ?

Suite de la page une

Evidemment, elle peut s'être imposée à ces derniers, suite à un manque de munitions par exemple, ce qui du reste arrive souvent, il est vrai davantage du côté ukrainien. Les prochains jours, sinon les prochaines heures, nous en apprendront plus à cet égard. Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a rappelé récemment que le rétablissement de la paix a pour première condition le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, puisque c'est son territoire à elle et en aucune façon celui de la Russie qui a été attaqué et occupé. N'empêche, a-t-il laissé entendre, cette même paix doit être juste et durable. Il ne servirait à rien de l'instaurer, s'il est certain que la Russie la ferait voler en éclats dès lors qu'elle se serait réorganisée et réarmée. L'idée a prévalu que ce qu'il voulait dire par là, c'est que cette même intégrité territoriale ne devait pas être entendue comme un principe intangible, comme un impératif absolument non négociable, car il y avait plus important, plus fondamental : le principe de durée sans lequel il n'y a pas de paix digne de ce nom. De façon plus précise, on a cru qu'il faisait allusion à la Crimée, dont les Ukrainiens devraient faire le sacrifice pour se garantir contre toute nouvelle attaque de la Russie. L'idée que le retour de la paix entre les deux pays n'est possible que si l'Ukraine accepte d'abandonner des territoires à la Russie n'est pas nouvelle, elle est aussi vieille que le conflit. Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat en avait fait état dès le début de la guerre, ce qui d'ailleurs lui avait valu d'être traité de muni-chois par Volodymyr Zelensky, au grand déplaisir de beaucoup d'Américains. Mais alors, la Russie n'avait annexé que la Crimée, pas encore les trois autres régions que sont le Donbass, Zaporijjia et Kherson, maintenant elles aussi annexées. Blinken n'a évidemment jamais distingué entre les territoires négociables et ceux qui ne le seraient pas, ni même un autre que lui. Le plan chinois lui aussi est fondé sur ce principe d'intégrité territoriale. Pour autant, tout le monde sait bien que la Russie ne rendrait jamais tous les territoires qu'elle occupe. Parmi ces derniers en existe-t-il qu'elle serait par contre disposée à abandonner ? C'est là toute la question.

«saisir des cocktails Molotov, 32 armes blanches prohibées (6^e catégorie) de différentes tailles et types, 808 comprimés psychotropes de différents types et une somme d'argent en monnaie nationale de revenus criminels». Après achèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le parquet territorialement compétent, a ajouté la même source. **Meriem Benchaoua**

Un conseil de wilaya sur les préparatifs du ramadhan à Béjaïa

60 marchés de proximité pour garantir la disponibilité des produits

■ Un conseil de wilaya a été présidé en fin de semaine passée par le wali de Béjaïa, Kamel Eddine Karbouche. La réunion a été consacrée aux différents aspects liés au mois sacré du ramadhan, notamment le suivi du processus d'approvisionnement des marchés en produits alimentaires, afin de contrecarrer la spéculation et mener à terme les diverses opérations de solidarité en direction des familles nécessiteuses.

Par Hocine Cherfa

La rencontre s'est tenue en présence du secrétaire général de la wilaya, des chefs de daïra et des directeurs exécutifs de wilaya. Outre les points cités, plusieurs dossiers ont également été abordés à l'occasion, dont la

Ramadhan

Mise en garde contre les accidents domestiques

Des spécialistes en chirurgie des brûlures ont mis en garde contre les risques des accidents domestiques, particulièrement les brûlures enregistrées juste avant la rupture du jeûne (iftar) durant le mois sacré du ramadhan. Le chef de service des brûlés à l'Établissement spécialisé «Claudine et Pierre Chaulet», P. Mohamed Ramdane Abchiche, a insisté sur l'impératif de faire preuve de vigilance en matière de prévention contre les brûlures qui, a-t-il dit, enregistrent une hausse relative durant le mois sacré du ramadhan. Ces accidents sont causés à 97 % par la température élevée des matières liquides ou solides, outre l'ingestion de produits chimiques à l'instar des produits détergents et produits d'entretien notamment chez la catégorie des enfants. Généralement, ces accidents sont enregistrés juste avant la rupture du jeûne, d'où la nécessité de redoubler de vigilance, ajoute le spécialiste. Il existe trois degrés de brûlures, a-t-il précisé, expliquant que la brûlure de premier degré est superficielle et peut être traitée en une semaine, celle de deuxième degré peut être traitée en moins de trois semaines, et celle de troisième degré exige un traitement sur plusieurs étapes qui dure plus longtemps. A ce propos, il a relevé la nécessité de prodiguer les premiers soins dans les établissements de proximité, avant de transférer les blessés vers des établissements spécialisés afin d'éviter de graves complications. De son côté, D' Khalil Réda Hadj Mati, de la Direction générale de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, s'est félicité de l'initiative menée par la tutelle, à travers l'organisation de la Semaine de prévention des accidents domestiques qui a «été favorablement accueillie par les citoyens».

Yanis G.

réunion présidée la veille par le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, par visioconférence avec les walis, la question de la disponibilité des produits de large consommation. Selon le communiqué de la wilaya, «le wali, Kamel Eddine Karbouche, a donné des instructions fermes aux directeurs concernés, afin de mener les préparatifs nécessaires en vue de garantir la disponibilité des produits alimentaires de consommation courante et garantir l'organisation des marchés de proximité». A ce propos, il a été annoncé l'ouverture de 60 marchés de proximité sur tout le territoire de la wilaya. Des instructions ont été données afin d'augmenter «le quota de production de lait en sachet pasteurisé et garantir sa disponibilité au niveau du marché local, veiller sur l'hygiène publique et l'entretien de l'éclairage public», ajoute la même source. S'agissant des nécessiteux, il a été fait observer que «les aides ont été versées dans tous les comptes des familles démunies». Une cellule de crise a été installée afin de signaler d'éventuelles pénuries et prévenir les autorités afin de prendre les mesures appropriées en coordination avec les chefs de daïra. La directrice de la santé de wilaya a été chargée de tracer le programme des permanences durant le mois de ramadhan et le directeur des transports a, quant à lui, été invité à préparer un programme de transport adapté à ce mois sacré.



A ce propos, les transporteurs sont autorisés à assurer le service après la rupture du jeûne sans les autorisations d'usage. Les directeurs de la culture et de la jeunesse et des sports ont été chargés de préparer un programme d'animation pour les soirées de ce mois sacré. Côté alimentation en eau potable, des instructions fermes ont été données afin de garantir la distribu-

tion équitable de l'eau potable au niveau de toutes les communes et quartiers de la ville de Béjaïa. Durant ce conseil de wilaya, le premier responsable de la wilaya a également abordé la préparation de la saison estivale 2023 et un rapport a été, à ce propos, exposé par le directeur du tourisme, alors qu'un plan portant différentes mesures de prévention et de lutte contre les feux de forêt a

été présenté par les directeurs des forêts et de la Protection civile. D'autres dossiers ont été examinés durant ce conseil de wilaya, dont l'accompagnement et les mesures d'encouragement des investisseurs, notamment ceux du domaine de la construction et la réparation navale, la pêche et les ressources halieutiques ainsi que l'élevage de poisson.

H. C.

Nouvel ouvrage de Kamel Beniaïche

«Massacres du 8 mai 1945 en Algérie, la vérité mystifiée»

Dans son nouvel ouvrage intitulé «Massacres du 8 mai 1945 en Algérie, la vérité mystifiée», le journaliste et écrivain Kamel Beniaïche propose un nouvel éclairage sur cette étape importante de la lutte du peuple algérien pour sa libération du joug colonial, à travers un retour sur les lieux des massacres pour remonter le fil de l'histoire.

Publié aux éditions El Watan El Youm, ce livre de 412 pages est le deuxième ouvrage de l'auteur sur ce sujet après la parution, en 2016 de, «Sétif, la fosse commune - Massacres du 8 mai 1945».

Ce second ouvrage est le résultat d'une même enquête journalistique, entamée en 2005, et qui a mené l'auteur dans de nombreuses régions du nord-est

du pays, à la rencontre des témoins et victimes de ce dramatique épisode historique.

L'auteur propose d'abord un retour sur le déroulement des événements lors de ce triste «mardi noir» du 8 mai 1945, une journée qui a vu des manifestations pacifiques se transformer en véritable bain de sang dans les rues de Sétif, en s'appuyant sur des témoignages, des documents d'historiens et de coupures de presse.

Après avoir exhumé dans son premier livre des milliers de victimes anonymes et fournit une liste de près de 150 Algériens, victimes de représailles dans les localités proches de Sétif et dont les noms n'avaient jamais été évoqués, «la vérité mystifiée» revient encore une fois sur les lieux du crime pour dévoiler pour

la première fois ce que l'auteur appelle «La razzia».

L'auteur apporte des éclairages sur cette razzia qui a siphonné les biens de centaines de familles d'Ain Abassa, Beni Aziz, Kherrata, Ain Roua et Guedjal, mais aussi sur les carnages commis à Guelma, Beniadjis (Jijel) et ailleurs.

L'ouvrage pointe également du doigt les rafles, les internements arbitraires, les interdictions de séjour, les exécutions sommaires accomplies avec la caution et la bénédiction des hautes sphères coloniales d'Alger et Paris ainsi que les dérapages de la justice coloniale qui ont suivi.

Selon cet ouvrage, «le 8 mai 1945 des hommes sont tombés à Blida, Annaba et ailleurs», ces données obligent les chercheurs

à revoir l'espace concerné, puisque l'auteur estime qu'il n'est plus possible désormais de restreindre l'espace géographique de la manifestation à Sétif, Guelma et Kherrata uniquement.

L'auteur aborde également la pratique de la torture dans le sillage de ces massacres, s'appuyant pour cela sur le témoignage de Hocine Ait Ahmed, lycéen à l'époque, qui rapporte le calvaire de «nombreux compagnons (...) torturés pour avoir pris part aux manifestations du 1^{er} et 8 mai 1945», et sur celui de Mohamed Said Mazouzi qui a passé 17 ans derrière les barreaux (1945-1962).

Né en 1959 à Sétif, Kamel Beniaïche a publié, en 2016, «Sétif, la fosse commune, Massacres du 8 mai 1945».

Racim C.

Finance islamique

21 milliards de dépôts enregistrés par la BEA

■ Le directeur de la finance islamique à la Banque extérieure d'Algérie (BEA), Hassam Akacha, a affirmé que le montant global des dépôts a été estimé à 21 milliards de DA jusqu'à la fin de la semaine dernière.

Par Salima K.

M. Akacha a précisé, dans une déclaration, que «la banque a réussi en peu de temps, soit moins d'une année et demie, à lever 21 milliards de dépôts auprès des particuliers, des entreprises et des professionnels dans le cadre de la finance islamique», un résultat qu'il a qualifié de «positif, reflétant l'adhésion des clients à cette formule de financement». La finance islamique à la BEA a attiré, depuis le lancement officiel de cette activité le 30 décembre 2021 et jusqu'à la fin de la semaine dernière, plus de 12 400 clients, grâce à ses dix produits conformes aux dispositions de la charia musulmane et approuvés par les instances compétentes, via 60 guichets de

la finance islamique répartis sur l'ensemble des wilayas du pays, a-t-il souligné. Il s'agit notamment du «compte de dépôt islamique», «compte d'épargne islamique», «compte de dépôt d'investissement non restreint à terme», «Mourabaha immobilière», «Mourabaha équipements», «location du matériel mobile», «Mourabaha marchandises» et «Financement salam». La BEA entend élargir son réseau de commercialisation des produits de la finance islamique au titre de son programme de développement 2023, basé sur la

généralisation des guichets dédiés à ce mode de financement à l'échelle nationale et à la diversification de sa gamme de produits, a-t-il fait savoir. A cet effet, il a souligné que de «nouveaux produits bancaires islamiques innovants seront proposés pour le financement d'entreprises de particuliers et de professionnels, lesquels s'ajoutent aux produits commercialisés actuellement, y compris les facilités pour l'achat de véhicules, en attendant le début de leur fabrication locale».

S. K.



Stabilité financière

«L'incertitude est élevée», selon la cheffe du FMI

La cheffe du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a appelé hier à «rester vigilant face à l'incertitude encore élevée dans le secteur financier», des commentaires qui interviennent après les récents déboires de banques occidentales. La faillite de la banque californienne Silicon Valley Bank (SVB) le 10 mars a généré des inquiétudes sur la solidité du secteur bancaire aux Etats-Unis et en Europe. Première victime européenne, Credit Suisse a été reprise en catastrophe par sa compatriote

UBS dimanche dernier pour une fraction de sa valeur en Bourse. «Il est clair que les risques pour la stabilité financière ont augmenté», a déclaré, hier, Kristalina Georgieva lors du Forum sur le développement de la Chine, un événement organisé à Pékin par le gouvernement chinois. Le rachat de Credit Suisse par UBS, piloté par les autorités suisses, tout comme les récentes mesures de banques centrales pour améliorer l'accès aux liquidités, ont permis d'éviter la panique mais sans parvenir à ramener la stabi-

lité sur les marchés. «Les décideurs politiques ont pris des mesures décisives en réponse aux risques pesant sur la stabilité financière», a souligné M. Georgieva dans son discours. «Ces mesures ont dans une certaine mesure atténué les tensions sur les marchés, mais l'incertitude est élevée, ce qui souligne la nécessité de rester vigilant». Les valeurs bancaires sur les places boursières européennes ont ainsi encore chuté vendredi. Les récentes déclarations de Christine Lagarde, la présidente de la Banque centra-

européenne (BCE), réaffirmant la résilience du système bancaire, et celles du président français Emmanuel Macron ou du chancelier allemand Olaf Scholz, qui se voulaient rassurantes, n'ont pas su calmer les esprits. Le président américain Joe Biden a lui affirmé vendredi à Ottawa (Canada) que les «banques se portaient plutôt bien» et qu'il ne voyait rien «sur le point d'exploser». Il a toutefois reconnu qu'il faudrait «un peu de temps pour que les choses se calment».

Fatah N.

Suisse

La liquidation de Credit Suisse aurait causé des dommages économiques «considérables»

La liquidation de la banque Credit Suisse aurait causé des dommages économiques «considérables», estime la ministre suisse des Finances, Karin Keller-Sutter, dans un entretien publié samedi, par le quotidien «Neue Zürcher Zeitung» (NZZ). Le rachat dans l'urgence de Credit Suisse par UBS pour une bouchée de pain et de solides garanties financières des autorités est fort critiqué en Suisse. «Toutes les autres options étaient, selon nous, plus risquées pour l'Etat, le contribuable, la place financière suisse et les marchés internationaux», affirme M^{me} Keller-Sutter. Elle explique être arrivée à la conclusion, ces dernières semaines, que bien que liquider une banque d'importance systémique mondiale comme Credit Suisse soit possible sur le plan juridique grâce à la loi «too big to fail», «dans la pratique, les dommages économiques seraient considérables». En outre, fait-elle valoir, «la Suisse aurait été le premier pays à liquider une banque d'importance systémique mondiale». «Ce n'était clairement pas le moment de faire des expériences». Le gouvernement, la banque centrale suisse «BNS» et la Finma, le gendarme des marchés en Suisse, «étaient d'accord sur le fait qu'un assainissement ou qu'une faillite du CS avec une séparation des activités suisses, comme le prévoit le plan d'urgence «too big to fail», aurait probablement déclenché une crise financière internationale», indique la ministre.

R. E.

Programmes de développement à long terme en Afrique

La Banque mondiale s'engage à renforcer son soutien

La Banque mondiale s'est engagée à intensifier son soutien aux pays africains, en mettant un accent particulier sur leurs programmes de développement à long terme, a déclaré un haut responsable de la banque. «Nous devons continuer à soutenir les domaines de programmes de développement à long terme en Afrique, en mettant l'accent sur les infrastructures, l'agriculture et d'autres secteurs réels qui contribueront à éliminer les goulots d'étranglement et à libérer la croissance», a déclaré à la presse Victoria

Kwakwa, vice-présidente régionale de la Banque mondiale pour l'Afrique orientale et australe, vendredi à Addis-Abeba, alors qu'elle terminait sa visite de trois jours en Ethiopie.

Elle a indiqué qu'au cours des deux dernières années, la banque avait soutenu les pays africains dans leur réponse au Covid-19 et les avait aidés à renforcer les systèmes de santé.

«Nous menons des opérations solides et nous discutons avec les gouvernements du continent pour augmenter la possibilité de croissance à tra-

vers le continent», a déclaré M^{me} Kwakwa.

«La Banque mondiale accueille très favorablement la Zone de libre-échange continentale africaine et investit dans la connectivité physique entre les pays du continent, en impliquant les routes transfrontalières et la facilitation des échanges», a-t-elle déclaré.

Concernant l'économie éthiopienne, elle a indiqué que ce pays d'Afrique de l'Est avait connu un rebond de croissance malgré de multiples défis, notamment le conflit dans le

Tigré et les régions voisines, les impacts de la pandémie de Covid-19, la crise ukrainienne, ainsi que la sécheresse et les conflits dans la région, ajoutant que l'Ethiopie accomplissait des progrès.

Appréciant la cessation des hostilités conclue entre le gouvernement éthiopien et le Front de libération du peuple du Tigré, elle a appelé à la consolidation de l'accord de paix non seulement au Tigré, mais aussi dans d'autres parties de ce pays d'Afrique de l'Est.

N. T.

Chine

Près de 20 % de croissance des bénéfiques du secteur de l'électroménager

Le secteur chinois de l'électroménager a enregistré une croissance, en 2022, avec des bénéfiques en hausse de 19,9 % en glissement annuel, selon les données de l'industrie publiées samedi. Au cours de cette période, les revenus combinés d'exploitation du secteur ont augmenté de 1,1 % en glissement annuel pour atteindre 1 750 milliards de yuans (environ 254,76 milliards de dollars), et les bénéfiques totaux ont atteint 141,8 milliards de yuans (environ 20,64 mil-

liards de dollars), selon l'Association chinoise des appareils électroménagers. La croissance rapide des bénéfiques a été alimentée par l'accélération de la transformation du secteur moyen et haut du haut de gamme, et par de multiples mesures visant à réduire les coûts. Les produits émergents sont devenus de nouveaux points de croissance dans le secteur. Le marché des lave-vaisselle, des sèche-linge, des cuisinières intégrées et des laveuses de sol, entre autres, a continué à

se développer, ce qui a largement contribué à la croissance du secteur des appareils électroménagers.

Les paiements transfrontaliers en renminbi augmentent de 32 %

Le volume des transactions des paiements transfrontaliers effectués en renminbi (RMB), la devise nationale chinoise, ont augmenté de près de 32 %, enregistrant une croissance de

près de 32 %, selon un rapport de la Banque populaire de Chine (banque centrale). Plus de 4,4 millions de transactions ont été traitées par le système de paiement transfrontalier en RMB de la Chine, durant l'année dernière, soit une hausse de 31,68 % en glissement annuel, selon la même source. La valeur totale de ces transactions a été de 96 700 milliards de yuans (environ 14 140 milliards de dollars), soit une augmentation de 21,48 % en base annuelle.

Agences

Blida

Des aides alimentaires du CEIMI au profit de plusieurs wilayas

■ Le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI) de la wilaya de Blida a lancé, samedi, une initiative de solidarité visant à venir en aide à des familles nécessiteuses durant le mois de ramadhan, en leur affectant des aides alimentaires dans nombre de wilayas du pays.

Par Faten D.

Cette initiative de solidarité, lancée par le CEIMI, vise la distribution de colis alimentaires à des familles nécessiteuses de la wilaya de Blida, mais aussi d'autres wilayas voisines.

Il s'agit, selon le président du Club, Fethi Amour, de l'entame de la distribution de près de 7 500 colis alimentaires, renfermant diverses denrées alimentaires de base, dont une majorité est destinée à des familles nécessiteuses de wilayas voisines, à l'instar de Tipasa, Djelfa, Ain Defla et Médéa.

«En dépit des difficultés pro-

fessionnelles rencontrées par de nombreux établissements industriels relevant du CEIMI, en raison de la baisse du volume de production, notamment, ils ont tenu, comme chaque année, à faire don d'aides financières et en nature au profit de familles nécessiteuses, pour soutenir les efforts de l'Etat dans la prise en charge de cette catégorie sociale durant le mois de ramadhan», a ajouté M. Amour.

A noter que les services de la wilaya, en coordination avec différents secteurs concernés par l'opération de solidarité, ont entamé le 9 mars courant le versement de la prime de solidarité ramadhan, fixée à 10 000 DA, au profit de près de 39 135 citoyens de différentes communes de Blida.

F. D.



Sétif

Programme sportif et de loisirs pour animer les soirées du ramadhan

Un programme sportif et de loisirs pour animer les soirées du ramadhan sera mis en œuvre à partir de la soirée de samedi et se poursuivra jusqu'au 27 du mois de jeûne dans la wilaya de Sétif par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), a-t-on appris de cette direction.

Ce programme a été conçu en coordination avec les ligues et les associations sportives locales à l'attention des jeunes, dans le cadre du programme d'animation initié annuellement par la DJS à l'occasion du ramadhan à travers les 60 communes de la wilaya, a indiqué à l'APS le chef de service de sport et d'éducation physique de cette direction, Madani Zebich. Le premier volet intitulé «Condition physique» est ouvert à tous à partir de ce samedi au stade Mohamed-Guessab, où des séances d'activités physiques sont proposées le soir par une association locale sous le slogan «Ramadhan, ton

opportunité pour le changement». Des tournois dans le sport roi sont ainsi programmés tous les samedis, lundis et mercredis de chaque semaine, à travers toutes les communes de la wilaya, avec le concours de la Ligue de sport pour tous. Débuteront parallèlement, dans quelques jours, les éliminatoires de la Coupe d'Algérie de football inter-quartiers, dont les finales auront lieu en juillet prochain, selon la même source.

Des tournois de volley-ball, handball, judo et karaté do, seront organisés chaque week-end par les ligues spécialisées, dont les cérémonies de clôture auront lieu la nuit du 27 ramadhan, selon le même cadre.

Y. N.

Bab El-Oued

Benbraham rend visite aux bénévoles de la grande kheima d'Iftar

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham, a rendu visite, samedi, aux bénévoles de la grande kheima d'Iftar d'El-Kettani à Bab El-Oued (Alger) pour s'enquérir de leurs activités durant le mois sacré du ramadhan.

Participant à la préparation de repas d'Iftar destinés aux jeunes au niveau de la grande kheima «Marhaba» située à El-Kettani, dans la commune de Bab El Oued, M. Benbraham a indiqué que cette visite lui per-

mettait de «voir de près la belle dynamique de bénévolat qui caractérise les jeunes Algériens engagés dans le mouvement associatif, qui perpétuent les traditions algériennes de solidarité et d'entraide au sein de la société». Par sa présence aux côtés des membres de l'association «Amel El-Djazair», initiatrice de la kheima d'Iftar, l'Observatoire national de la société civile entend «réaffirmer son soutien et son accompagnement aux associations qui contribuent à la cohésion sociale à travers leurs actions caritatives», a-t-il dit.

En ce qui concerne les jeunes bénévoles participant à la distribution des repas chauds au profit des personnes de passage et des nécessiteux, M. Benbraham a souhaité voir leur nombre augmenter car, a-t-il précisé, «ils contribuent au renforcement de la cohésion sociale et ont un rôle de premier plan dans leur communauté, pendant et après le ramadhan».

La participation de l'ONSC aux activités permanentes des associations se veut «un message fort de soutien, car l'une des missions de cet Observatoire

consiste en le suivi des réalisations sur le terrain et le soutien institutionnel en établissant des contacts avec les représentants de la société civile», a-t-il souligné.

La kheima d'Iftar «Marhaba» de Bab El Oued s'étend sur une superficie de 1 500 m². Opérationnelle depuis le début du mois sacré à l'initiative de l'association «Amel El Djazair», elle reçoit quotidiennement 1 200 personnes, selon la présidente de l'association, Meriem Laaribi.

Hana G.

Jeunesse à Mostaganem

L'ODEJ, un organe au service de la jeunesse

L'Office des établissements des jeunes de la wilaya de Mostaganem, un organisme sous tutelle de la Direction de la jeunesse et des sports, a pu asseoir une stratégie enrichissante dans la promotion de la jeunesse. Grâce à des programmes conçus en collaboration avec la DJS, l'Office a pu s'offrir les moyens servant la créativité et l'innovation dans bon nombre de domaines au profit des jeunes, tant dans le milieu citadin, le semi-urbain que dans le rural. Avec l'étroite coordination du DJS, l'Office a pu faire évoluer une méthode managériale dans les diverses maisons de jeunes où le jeune est le principal acteur. Il est clair que pour conforter sa politique «jeunesse», l'ODEJ adopte une telle

organisation dans les activités ciblées avec un large concertation, autant à l'horizontale qu'à la verticale. Pour réussir la mission qui consiste à promouvoir la jeunesse par l'action de formation, cette institution a tissé un réseau de collaboration avec d'autres organismes tels que les lycées, l'Université, les centres de formation professionnelle, sans oublier, bien entendu, les autres jeunes encadrés dans le tissu associatif. Dans ses actions, l'ODEJ a toujours privilégié le travail concerté engagé par des équipes d'amateurs formés à cette mission d'encadrement des jeunes. Il faut souligner que chaque établissement de jeunes à travers la wilaya développe ses propres activités visant à promouvoir cette frange

sensible de la société qui est la jeunesse. L'ODEJ de la wilaya de Mostaganem a aussi mis en valeur des programmes de formation en collaboration avec les associations et faisant participer l'Université. La direction de l'ODEJ a de tout temps considéré l'Université comme partenaire idéal dans la formation. Dans cet état d'esprit, la direction de l'Office a eu à mettre sur pied des programmes de formation dans des créneaux servant d'amorce à un début de profession. Des formations ont touché beaucoup de créneaux allant du médiateur de quartier, organisateur d'événements, scénariste, preneur de son, animateur de fêtes, photographe, monteur de courts métrages, infographiste, programmeur, à l'intention des

deux sexes. A Mostaganem, l'ODEJ a collaboré activement dans la préservation de la mémoire historique avec des réalisations cinématographiques axant la thématique sur la torture, la répression et les abus du colonialisme. Le travail de sensibilisation et de lutte contre les maux sociaux dans le milieu des jeunes est un axe des plus privilégiés de l'Office. Depuis toujours, l'ODEJ a accompagné certains projets associatifs, surtout dans la participation sociale. Aujourd'hui et nonobstant ce bilan positif, l'ODEJ doit intensifier ses activités de proximité dans le milieu rural, mais surtout étendre la concertation avec les membres du bureau du Conseil supérieur de la jeunesse.

Lofli Abdelmadjid

Spectacle musical à la salle Atlas

Une soirée dans la pure tradition chaâbi

■ La salle Atlas de Bab El Oued a vibré, samedi soir, sur les rythmes de la musique chaabi, au bonheur des passionnés de cet art et des fans de Rachid Chiyah, Nacer Mokdad et Sid-Ali Dris. Il s'agit d'une soirée dans la pure tradition chaâbi qui a marqué l'ouverture du programme artistique concocté pour le mois de ramadhan par l'Office national de la culture et de l'information (Onci).

Par Abla S.

Devant un public peu nombreux pour cette première soirée de ce programme spécial ramadhan, Rachid Chiyah, Nacer Mokdad et Sidali Dris ont revisité, tour à tour, des pièces puisées dans le riche répertoire classique algérien, alternant entre le chaâbi et le hawzi.

Premier à monter sur la scène de cette mythique salle, Rachid Chiyah a gratifié le public de quelques titres de chaâbi comme «*Ahçan ma youqal an'hou*», avant de terminer sur une pièce d'andalou exécutée sur une cadence berouali, suscitant chez le public un certain enthousiasme.

Pour sa part, l'artiste Nacer Mokdad a interprété plusieurs titres de chaâbi, entre qcid et chansonnettes, parmi lesquels ses propres compositions. Dans le registre de la musique andalouse, l'artiste a remarquablement repris des pièces,

notamment «*Ya khel lainine wa echfer*», outre des chansonnettes qu'il a composées lui-même.

Quant à Sid-Ali Dris, autre nom populaire de la scène chaâbi, il a enchanté le public d'une brochette de qcid, exécutée dans la pure tradition de ce genre, en plus de madih qui accompagnent spirituellement les soirées de ce mois de jeûne dans le vieil Alger. Outre des chants de louange (madih) au Prophète Mohamed (Qssli), le chanteur a repris «*Ya qalbi khelli el hal*», célèbre pièce du patrimoine musical algérien reprise par de grands interprètes algériens, «*Wech dek ya maghroum*» ou encore «*Youm el djemaâ kharjou ryam*», célèbre pièce reprise par de grands maîtres du genre comme El Hachemi Guerouabi dont il s'inspire.

Le programme artistique de l'Onci pour le mois de ramadhan se poursuit jusqu'au 18 avril prochain, à travers son réseau de salles de spectacles qui



accueilleront des concerts, représentations de théâtre et spectacles pour enfants.

La prochaine soirée artistique, prévue pour mercredi, sera animée par Karima

Esseghira, Radia Adda et Nourredine Dziri.

A. S.

Soirées de ramadhan à Tizi-Ouzou

La direction de la culture dévoile son riche programme

La Direction de la culture de la wilaya de Tizi Ouzou vient de dévoiler son riche programme d'animation des soirées de ramadhan au niveau des établissements placés sous sa tutelle. Il s'agit de galas, de théâtre, d'humour, de cinéma et autres activités culturelles qu'abriteront la maison de la culture

Mouloud-Mammeri Tizi-Ouzou et son annexe à Azazga, le Centre culturel Matoub-Loune de Ain El Hammam, la cinémathèque, la salle de cinéma Djurdjura et le théâtre régional Kateb-Yacine du chef-lieu de wilaya.

Le programme s'étalera du 27 mars au 20 avril prochain. De grands noms de la

chanson algérienne sont attendus à Tizi Ouzou pour agrémenter leurs fans durant les soirées du mois de ramadhan. Abdelkader Chaoui, Hassiba Amrouche, Rabah Lani, Ahcene Ahres, Kamel Igman et autres, se produiront à la maison de la culture Mouloud-Mammeri et la salle de cinéma Djurdjura de Tizi Ouzou.

Intervenant en cette première quinzaine du mois de ramadhan, la période des vacances des écoliers a été prise en compte dans cette programmation puisque une bonne partie des soirées sera consacrée à l'animation destinée aux enfants.

Hamid M.

Culture à Mostaganem

Pour une synergie entre radio et théâtre

L'après-midi du mercredi 21 mars, à la Maison de la presse, s'est tenue une conférence dont la thématique s'articulait autour de la relation «Le théâtre et la radio», animée par le D^r Ghaouti Chakroune, professeur à l'Université Abdelhamid-Ibn-Badis de Mostaganem. Cet événement, co-organisé par la Direction de la culture et des arts et l'Association, visait un rapprochement ou plutôt une revalorisation de la relation entre la production théâtrale et la radio. A cette conférence avaient assisté des universitaires, des cadres de la radio régionale de Mostaganem, des hommes de théâtre, ceux de la presse locale

et quelques éléments du mouvement associatif. Le conférencier a abordé le sujet en se focalisant sur l'histoire du théâtre à la radio, un genre un peu particulier. Il a expliqué que dans tous les pays, il semble que la radio naissante se soit fait un point d'honneur de diffuser une pièce de théâtre. Toutefois, le théâtre ne s'est inscrit dans la programmation régulière de certaines radios qu'en 1933. Dans certains pays, les émissions radiophoniques faisaient à l'époque prévaloir le 4^e art comme activité culturelle. Une autre question a été abordée par le conférencier, en l'occurrence, la promotion de l'oralité qui s'est aussi développée grâce au théâtre audiopho-

ne lequel, par le caractère sonore de la voix, influence l'auditeur. Au cours de son allocution, le Docteur a fait un exhaustif diagnostic sur la relation entre la production théâtrale et la radio, mettant en relief l'importance d'abord du son, des effets spéciaux sonores dans les émissions radiophoniques à l'époque où les multimédias ne s'étaient pas encore développés. Selon lui, les auditeurs de cette époque appréciaient la portée éducative, celle de la citoyenneté et du nationalisme à travers les auditions radiophoniques. Il a rappelé à l'assistance que la radio rend service à la diffusion de la littérature et du théâtre par reproduction sonore ou adaptation,

comme elle est aussi un moyen d'expression qui a permis au théâtre de s'ouvrir à de nouveaux horizons en faisant entendre les sons des lettres et en stimulant l'oreille et la mémoire. Le cas du rôle de la radio lors de la guerre de Libération, ajoutera l'intervenant, la radio clandestine du GPRA, a connu une véritable effervescence, avec le développement de techniques phoniques et une volonté croissante et partagée de s'exprimer, de créer et de changer le cours de l'histoire de l'Algérie. Pour lui, les enjeux du théâtre radiophonique par rapport à la scène sont soumis à l'achat des productions du 4^e art. On émet une pièce théâtrale à la radio que si la radio

achète la production au producteur. Mais le manque de perspectives dans ce sens fait qu'à la radio il n'y a plus de son qui fait résonner les planches. Pour répondre à une question lors des débats, l'intervenant dira : «Ni les feuillets, ni les adaptations relatives aux affaires sociales, ni humoristiques, ni religieuses, n'apparaissent dans les émissions radiophoniques. Il évoquera un autre aspect du sujet qui est la radiodiffusion, pour dire que celle-ci donne à l'auditeur une plus grande proximité avec l'œuvre de théâtre. Les voix qui murmurent à son oreille, mais aussi les bruits des planches, le mettent au cœur de la pièce. Lotfi Abdelmadjid

Décès

Le critique littéraire Othmane Badri n'est plus

Le critique littéraire et enseignant en lettres et langue arabe à l'université Alger 2, Othmane Badri, est décédé, samedi à Alger, a-t-on appris de son entourage.

Natif de Tébessa, le défunt a étudié la langue et la littérature arabes à l'université du Caire, où il a obtenu le magistère et le

doctorat, avant de rejoindre l'université d'Alger, où il a occupé le poste d'enseignant de la langue arabe et de la littérature arabe à l'université 2, encadrant aussi plusieurs doctorants.

Badri était membre au sein du Haut conseil de la langue arabe (HCLA) et à l'Union des écrivains algériens (UEA).

Il a pris part à plusieurs forums, algériens, arabes et internationaux.

Le défunt a, à son actif, plusieurs parutions en critique, dont «*La construction du personnage principal dans les romans de Naguib Mahfouz*», «*La fonction de la langue dans le discours narratif réaliste chez Naguib Mahfouz*», ou encore «*La*

vision de la réalité dans le roman algérien contemporain».

Il a également réalisé une étude pionnière dans le monde arabe, intitulée «*Pari sur l'Enseignement supérieur dans le monde arabe, entre défis internes et externes*».

M. K.



Diplomatie

La Chine et le Honduras établissent des relations diplomatiques

■ «Le gouvernement de la République du Honduras reconnaît qu'il n'y a qu'une seule Chine dans le monde, que le gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement légal représentant l'ensemble de la Chine, et que Taiwan est une partie inaliénable du territoire chinois».

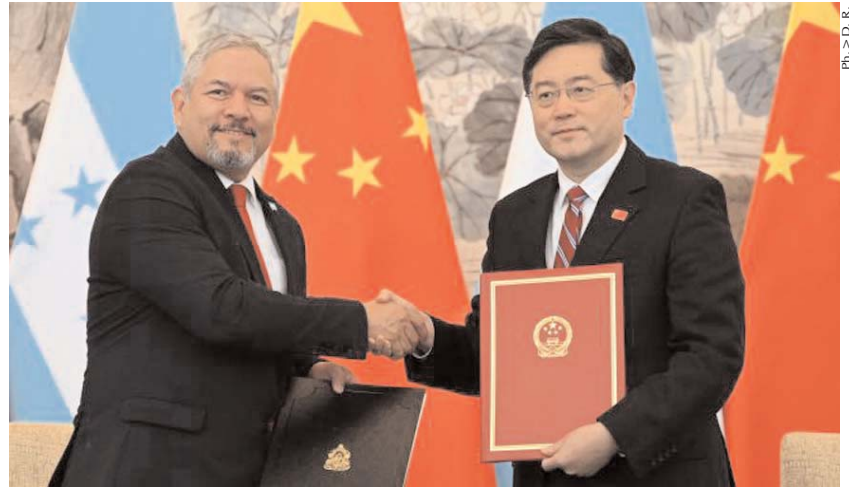
Par Rosa C.

La Chine et le Honduras ont signé, dimanche à Pékin, un communiqué commun sur l'établissement de relations diplomatiques, a rapporté l'agence de presse Chine nouvelle.

Le communiqué a été signé par le conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères de la Chine, Qin Gang, et le ministre des Affaires étrangères du

Honduras, Eduardo Reina, à l'issue de leurs entretiens, a précisé Chine nouvelle.

Selon le communiqué, «la République populaire de Chine et la République du Honduras, conformément aux intérêts et aux souhaits des deux peuples, ont décidé de se reconnaître mutuellement et d'établir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs, à compter de la date de signature du présent



PH. > D. R.

communiqué».

«Les deux gouvernements conviennent de développer des relations amicales entre les deux pays, sur la base des principes de respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de non-agression mutuelle, de

non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre, d'égalité, de bénéfices mutuels, et de coexistence pacifique», précise le communiqué.

«Le gouvernement de la République du Honduras reconnaît qu'il n'y a qu'une seule Chine

dans le monde, que le gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement légal représentant l'ensemble de la Chine, et que Taiwan est une partie inaliénable du territoire chinois», ajoute le texte. R. C.



Commentaire

Pronostics

Par Fouzia Mahmoudi

Même si Donald Trump a aujourd'hui un adversaire de taille au sein du Parti républicain, Ron DeSantis, le très conservateur gouverneur de l'Etat de Floride, risquant de lui voler l'investiture pour la prochaine élection présidentielle, il reste bien décidé à mener le combat jusqu'au bout malgré les menaces d'inculpation. Il continue d'ailleurs à nier tout «délit» et a une fois encore clamé sa totale innocence samedi à Waco, un lieu hautement symbolique pour son premier meeting de campagne en vue de la prochaine course à la Maison-Blanche. Sur Donald Trump pèse, depuis plus d'une semaine, la menace d'une arrestation imminente à New York dans une affaire de paiement à l'actrice pornographique Stormy Daniels, juste avant sa victoire de 2016. La justice cherche à déterminer si Donald Trump s'est rendu coupable de fausses déclarations, une infraction, ou de manquement aux lois sur le financement électoral, un délit pénal, en ayant versé de l'argent à l'actrice pour acheter son silence. «Le procureur de New York, sous les auspices et la direction du ministère de l'injustice à Washington DC, mène une enquête pour quelque chose qui n'est ni un crime, ni un délit, ni une liaison», a-t-il affirmé devant ses militants, dénonçant une nouvelle fois une «chasse aux sorcières». Le 21 mars, il avait tenté en vain de mobiliser une marée de partisans dans les rues de Manhattan pour s'opposer à ce qu'il avait présenté comme une arrestation imminente, et qui n'a pas eu lieu. L'ancien président est également sous la menace d'enquêtes sur ses pressions électorales en Géorgie en 2020 et la gestion d'archives classifiées de la Maison-Blanche. Il a tenté samedi de trouver un second souffle auprès d'une foule acquise, parmi les stands vendant toute la panoplie de la marque Trump, des casquettes «Trump 2024» et «Trump Girl» à une chemisette blanche au slogan : «Dieu, les armes, Trump à Waco, Texas». Car même si la plupart des sondages le donnent à ce jour gagnant d'une primaire, sa campagne peine à obtenir la dynamique espérée. Le milliardaire, qui continue contre vents et marées d'évoquer de supposées «fraudes» jamais prouvées à l'élection de 2020, a vu une partie de la droite, et notamment ses riches donateurs, se tourner vers le nouveau champion de la droite dure, Ron DeSantis, 44 ans. Le gouverneur de Floride n'est pas encore officiellement lancé dans la course mais sera incontestablement un de ses plus grands rivaux pour l'investiture républicaine en 2024. La chaîne Fox News, qui jadis était complètement acquise à l'expromoteur, n'a d'ailleurs couvert le meeting de Waco que très timidement. Toutefois, la détermination de Donald Trump n'a jamais été entamée par l'hostilité autour de lui. Cela avait même été son principal moteur en 2016, l'ensemble de la classe politique, des médias et des arts s'étaient dressés contre lui, décidé qu'il avait perdu d'avance. Il avait déjoué toutes les prévisions et surpris le monde avec des victoires inattendues. La première lors des élections primaires du Parti républicain, puis lors de l'élection présidentielle face à Hillary Clinton, dont la victoire alors ne faisait aucun doute. Aujourd'hui encore, Donald Trump devra vaincre tous les pronostics s'il veut avoir une chance de retrouver les chemins de la Maison-Blanche, en commençant par galvaniser les électeurs, qui ont été il y a huit ans le moteur de sa victoire, et qui seuls pourront lui permettre d'arracher un nouveau mandat à Washington. F. M.

Brésil

Lula, atteint d'une pneumonie, reporte son voyage en Chine

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, atteint d'une pneumonie, a dû renoncer samedi à sa visite d'Etat en Chine où il compte cependant se rendre «dès que possible» afin de présenter à son homologue chinois, Xi Jinping, un plan de paix pour l'Ukraine.

Le président Lula, 77 ans, «a décidé de reporter son voyage en Chine. Ce report a été communiqué aux autorités chinoises», a indiqué, samedi dans un communiqué, le secrétaire à la communication de la Présidence, sans fournir de nouvelle date de voyage.

Le conseiller présidentiel pour les affaires internationales, Celso Amorim, qui a été ministre des Affaires étrangères sous les deux premiers gouvernements de Lula (2003-2010), a cependant indiqué au quotidien «O Globo» que l'intérêt pour la visite en Chine n'avait pas changé et qu'elle serait reprogrammée «dès que possible».

Les gouvernements brésilien et chinois ont d'ailleurs entamé des discussions et une nouvelle date doit être fixée «d'ici peu», a annoncé le ministre des Relations institutionnelles, Alexandre Padilha.

«Le président va très bien et (son état de santé) évolue bien», a assuré le médecin qui l'a examiné, Roberto Kalil Filho, au quotidien «Folha de S. Paulo», ajoutant qu'il pourrait reprendre le travail la semaine prochaine, même si son voyage en Chine

devra attendre au moins dix jours. Lula devait initialement se rendre en Chine samedi, mais en raison d'une «pneumonie légère», le déplacement, qui implique une vingtaine d'heures d'avion, avait été reporté vendredi d'une journée.

«Malgré l'amélioration clinique, le service médical de la Présidence de la République recommande de reporter le voyage en Chine jusqu'à la fin du cycle de transmission virale», précise le D' Ana Helena Germoglio dans le communiqué de la Présidence, indiquant que Lula souffre d'une «broncho-pneumonie bactérienne et virale due à la grippe A».

Une pression artérielle élevée et des «symptômes grippaux» l'avaient poussé à faire des examens médicaux jeudi soir à Brasilia, après une semaine très chargée avec des visites dans quatre Etats de l'immense Brésil.

Près de trois mois après son retour au pouvoir et après les années d'isolement de son prédécesseur d'extrême droite Jair Bolsonaro, l'icône de la gauche comptait montrer, avec ce nouveau déplacement à l'étranger, sa volonté de positionner le Brésil sur la scène internationale.

Soucieux de «parler à tout le monde», il s'est rendu en Argentine en janvier et aux Etats-Unis en février. Son voyage en Chine devait se terminer par un crochet par les Emirats arabes unis les 31 mars et 1^{er}

avril. Lula devait se rendre à Pékin à la tête d'une importante délégation de six ministres, de gouverneurs, députés, sénateurs et d'environ 200 chefs d'entreprise. Selon les médias locaux, ces derniers n'ont pas annulé leur déplacement.

La Chine est le premier partenaire commercial du Brésil : les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint l'an dernier 150 milliards de dollars.

L'agenda officiel de Lula devait débuter mardi par un entretien avec Xi Jinping, à qui il devait présenter un plan de paix pour l'Ukraine, aux contours cependant encore flous.

Le président chinois a déjà fait part au président russe Vladimir Poutine, lors d'une visite cette semaine à Moscou, d'un plan de paix en 12 points, qui inclut le respect de la souveraineté territoriale de tous les pays. Ni Brasilia, ni Pékin n'ont imposé de sanctions contre Moscou.

Fin novembre, peu après sa victoire face à Jair Bolsonaro après une campagne très tendue et harassante, le président Lula avait subi une intervention chirurgicale au larynx. Une laryngoscopie avait ensuite exclu la présence d'une nouvelle tumeur chez l'ancien tourneur-fraiseur, qui avait souffert d'un cancer du larynx en 2011. Il avait été déclaré en rémission l'année suivante, après avoir subi des séances de radiothérapie et chimiothérapie.



SSPA-MC Oran

Plus de 85 % des actions cédées au CSA en préambule de l'arrivée d'Hyproc

Le club sportif amateur (CSA) du MC Oran détient désormais «plus de 85 %» des actions dans la Société sportive par actions (SSPA) du même club pensionnaire de la Ligue 1 de football, après que sept actionnaires lui ont cédé «gracieusement» leurs parts en préambule du passage du club sous la bannière de l'entreprise «Hyproc», a annoncé, samedi, la direction de la SSPA. La cession des actions en question a eu lieu jeudi, lors d'une Assemblée générale extraordinaire de la SSPA/MCO, en présence d'un notaire, un huissier de justice et un commissaire aux comptes, précise-t-on de même source. Cette opération permet au CSA de la formation phare de la capitale de l'Ouest de détenir la majorité des actions de la SSPA et les céder, à son tour, au profit d'Hyproc, l'entreprise filiale de Sonatrach spécialisée dans le transport maritime des hydrocarbures, et ce, en vertu de l'accord conclu mercredi dernier entre les deux parties. Le processus en question devait être enclenché hier par le lancement d'une série de réunions entre les experts d'Hyproc et les dirigeants du MCO pour ficeler l'étude des dif-

férentes pièces administratives et comptables du club, souligne-t-on. Le passage des «Hamraoua» sous la bannière d'Hyproc d'une manière officielle aura lieu «dans deux semaines au plus tard», selon les affirmations du wali d'Oran, Saïd Sayoud, lors de la conférence de presse qu'il a animée la semaine dernière après avoir supervisé la deuxième réunion entre les responsables d'Hyproc et ceux du MCO. Dans l'entourage du club oranais on suit avec un intérêt particulier cette phase transitoire précédant le passage du club sous la bannière de la filiale de Sonatrach, avec l'espoir de voir leur équipe entrer dans une nouvelle ère après plusieurs années de disette, marquées notamment par d'interminables problèmes de tous genres. Le dernier titre remporté par le MCO remonte à 1996, année de leur quatrième consécration en Coupe d'Algérie. Le club compte aussi dans son palmarès quatre championnats d'Algérie, deux Coupes arabes des clubs vainqueurs de coupes et une Supercoupe arabe. En 1989, le MCO avait perdu la finale de la Coupe d'Afrique des clubs champions.

JS Saoura

Mustapha Sbaa, quatrième entraîneur cette saison

Le technicien Mustapha Sbaa est devenu le quatrième entraîneur à diriger la JS Saoura cet exercice (2022-2023) après avoir succédé, ce week-end, à Mustapha Djali, relevé de ses fonctions après l'élimination du club de la Ligue 1 de football de la Coupe du «Roi Salmane» des clubs arabes. Djali, qui a joué pour plusieurs clubs de l'élite, dont la JSS, formation de sa ville natale, a été promu entraîneur en chef des «Canaris» du Sud-Ouest du pays en octobre dernier, à la place du Tunisien Moufidi Cherdoud, dont l'élimination, dès les tours préliminaires de la Coupe de la Confédération africaine de football, a sonné son glas. Moufidi Cherdoud avait lui aussi succédé, en septembre dernier, à son compatriote Nassif El Bayaoui, arrivé à Béchar en juillet dernier, mais qui n'a tenu en place que l'espace de deux mois. Son remplaçant, lui, est resté moins d'un mois, avant que la direction de la JSS ne lui montre la porte de sortie le 20 octobre dernier pour

passer le témoin à Djali qui a travaillé avec tous les entraîneurs qui se sont succédés à la barre technique du club ces dernières années, avant qu'il ne soit invité cette fois-ci à résilier son contrat et mettre un terme à son aventure avec le club. En fait, la JSS est considérée comme étant le club le plus «consommateur» d'entraîneurs parmi les pensionnaires de la Ligue 1. Une moyenne de trois techniciens défilent pratiquement chaque saison sur le banc de touche de cette formation depuis son accession au premier palier en 2012. Malgré cette instabilité chronique au niveau de sa barre technique, la JSS joue les premiers rôles durant chaque exercice ou presque, ce qui lui a permis de participer, ces dernières années, d'une manière quasi-régulière aux compétitions arabes et africaines. Concernant l'actuel exercice, la direction du club garde encore d'autres ambitions malgré les deux échecs extérieurs des siens.

Elle a été empêchée de disputer la finale du Mondial de boxe

Khelifi : «Il y a complot externe... et interne»

■ Coup de théâtre pour la championne algérienne de boxe, détentrice de la médaille d'or des Jeux méditerranéens abrités par la ville d'Oran l'été 2022, Imane Khelif, qui a été empêchée par le Comité exécutif de l'AIB de disputer la finale des Championnats du monde de boxe qui se déroulent à New Delhi en Inde, pour des «raisons médicales».

Par Mahfoud M.

On lui reproche le fait d'avoir un taux d'hormones masculines élevées par rapport à la normale, ce qui reste intrigant, d'autant plus que Khelif avait déjà pris part auparavant à d'autres compétitions internationales sans qu'aucune partie ne s'y oppose ou ne lui fasse ce genre de reproche. Le Comité olympique algérien (COA) a fait une drôle d'intervention à propos de cette injustice qui a touché notre boxeuse, assurant dans un communiqué qu'il prendra «en charge l'accompagnement médical de la championne Imane Khelif, et soutiendra ses préparatifs en vue du tournoi qualificatif pour les Jeux Olympiques de Paris 2024». En fait, c'est la Fédération algérienne de boxe qui devait intervenir en présentant un recours à cette décision de l'AIB, surtout que cette décision a été prise bizarrement en finale, alors qu'elle avait boxé les tours précédents sans qu'aucun doute ne soit dévoilé par les organisateurs de cette compétition. Abattue, surtout après tant d'efforts et de sacrifices, la boxeuse algérienne, Khelif, est sortie de son mutisme pour parler de complot contre sa personne et contre l'Algérie, étant donné que son seul souhait était de lever haut le drapeau algé-



Khelif demande le soutien du peuple algérien

rien. Dans une vidéo, qui a été largement partagée sur les réseaux sociaux, elle a expliqué les raisons de sa soudaine exclusion. «On m'a empêchée de prendre part à cette finale, car ils m'attribuent des caractéristiques qui ne sont pas, selon eux, fréquentes chez la gent féminine», a-t-elle confié.

La championne algérienne est allée plus loin lorsqu'elle a déclaré que «l'Algérie était victi-

me d'un complot de certaines parties». Selon ses dires, «deux pays ne souhaitent pas que le drapeau algérien se hisse plus haut et qu'elle remporte cette médaille d'or», ajoutant que même quelques personnes en interne ne souhaitent pas la voir triompher. Pour finir, Khelif a appelé le peuple algérien à la soutenir dans l'épreuve difficile qu'elle traverse.

M. M.

L'arbitre algérien Mohamed Besmi a dirigé 9 combats

L'arbitre international algérien, Mohamed Besmi, a dirigé neuf combats, dont une demi-finale, aux Mondiaux 2023 de boxe féminine actuellement en cours à New Delhi (Inde), suivant les statistiques publiées samedi par les organisateurs. Même hors du ring, Besmi a été sollicité 47 fois en tant que juge, dont

trois fois en demi-finale, ce qui représente des statistiques relativement intéressantes pour l'arbitrage algérien, surtout à ce niveau. Plusieurs autres arbitres nord-africains ont été retenus pour ces Mondiaux féminins de 2023, organisés du 16 au 26 mars en Inde, notamment, l'Egyptien Mohamed Kamal,

ayant dirigé neuf combats sur le ring et a été sollicité 52 fois en tant que juge, dont cinq à l'occasion des demi-finales. De son côté, et à l'instar de Besmi et Kamal, l'arbitre tunisien Sarra Bouhella a dirigé neuf combats sur le ring et a été sollicitée 35 fois en tant que juge, dont 4 fois à l'occasion des demi-finales.

M. M.

Eliminatoires de la CAN 2024 (4^e journée) /Niger-Algérie ce soir à Radès (Tunisie)

Les Verts pour confirmer

L'équipe nationale algérienne de football affronte, en match comptant pour la quatrième journée des éliminatoires de la CAN 2024, son homologue nigérienne au stade Radès de Tunis, sachant qu'il s'agit de la manche retour entre les deux équipes, après avoir pris le dessus sur la «Mena» jeudi dernier, au stade Nelson-Mandela de Baraki. Les Verts, qui restent premiers

du groupe F avec neuf points dans leur escarcelle, tentera de confirmer sa bonne forme et ajouter d'autres points qui leur permettront de conforter ce fauteuil de leader. Les Algériens qui évolueront à huis clos sur demande du Niger, et à une heure où ils seront en jeûne, trouveront certainement des difficultés à imposer leur jeu face à une équipe qui est sans doute habituée à ces conditions

extrêmes et veut déstabiliser les Verts. Pour ce qui est de l'effectif, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, ne compte pas chambouler tout le groupe et devrait reconduire, à quelques exceptions près, les mêmes joueurs. Il est possible, sans doute, qu'il fasse incorporer certains éléments qui ont donné satisfaction lors du match précédent, à l'image de Bouanani, même s'il est possible qu'il ne l'incorpore pas

d'entrée, estimant qu'il ne faut pas brûler les étapes avec lui et l'utiliser en tant que joker dans un premier temps. Le Niger, lui, même s'il a pratiquement perdu du terrain et a de minimes chances de se qualifier, jouera pour l'honneur et pour terminer ces éliminatoires en force, afin, notamment, de préparer un groupe solide qui aura son mot à dire dans les années à venir, sachant que le sélectionneur

français, Jean Michel Cavali, veut travailler à long terme. Pour ce qui est de l'arbitre désigné pour officier le match, le choix de la CAF s'est porté sur le Malien Boubou Traoré. Il sera assisté par le Guinéen Sidiri Sidibé (1^{er} assistant) et le Malien Modibo Samare (2^e assistant), alors que le 4^e arbitre est également Malien, il s'agit de Sory Ibrahima Keita Sory.

M. M.

Maroc/ Racisme

Agression de migrants soudanais par des bandes criminelles à Casablanca

DES BANDES criminelles ont attaqué à l'arme blanche des migrants soudanais dans la ville de Casablanca, au Maroc, faisant plusieurs blessés, sans aucune intervention des autorités, a indiqué l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH). Des éléments criminels ont attaqué vendredi des immigrés soudanais à qui ils ont volé des téléphones et de l'argent, sans aucune intervention des autorités, a déploré la section Nador de l'AMDH. L'association marocaine a condamné ces attaques répétées, appelant les autorités marocaines à intervenir pour arrêter ces «gangs racistes» et protéger tous les demandeurs d'asile.

Elle a, en outre, diffusé sur sa page Facebook une vidéo d'une marche organisée par des immigrés soudanais à Casablanca pour protester contre ces attaques criminelles et racistes, scandant des slogans contre le racisme et arborant des pancartes sur lesquelles pouvait-on lire «Non au racisme, Non à la discrimination, Non à la violence». Selon des ONG, des personnalités internationales, des spécialistes des questions géostratégiques et des médias internationaux, le régime du Makhzen utilise la carte de la migration clandestine pour exercer des pressions et faire chanter des pays européens qui refusent de reconnaître sa prétendue «souveraineté» sur le Sahara occidental. Dans son rapport annuel de 2022, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a rapporté les différents dépassements et vio-

lations des droits de l'Homme commis par le Maroc à l'encontre des réfugiés et demandeurs d'asile. La loi de 2003 sur la migration au Maroc, toujours en vigueur, comprend des dispositions qui érigent en crime toute entrée irrégulière, sans aucune exception faite aux personnes réfugiées et en quête d'asile. «Des groupes de la société civile ont signalé que les autorités continuaient de placer arbitrairement des personnes migrantes dans des centres de détention prévus à cet effet, avant de les déplacer de force ou de les expulser», note le rapport. Selon le Mixed Migration Center, les arrestations de migrants et de réfugiés par le Maroc ont augmenté à la mi-2022 à Laâyoune, au Sahara occidental occupé. Dans cette optique, l'AMDH a publié sur sa page Facebook les listes des migrants soudanais dans les prisons marocaines ainsi que celles des prisonniers décédés, regrettant que leurs familles ne peuvent pas venir au Maroc pour retrouver leurs enfants. En janvier dernier, elle avait aussi diffusé sur sa page Facebook un témoignage-vidéo mettant en évidence la situation déplorable et inhumaine dans laquelle vivent les migrants subsahariens au royaume du Maroc. La violence, la discrimination raciale et la promiscuité font partie du quotidien des migrants subsahariens entassés dans des conditions insalubres et inhumaines dans un campement de fortune à Ouled Ziane, à Casablanca, selon cette vidéo.

R. M.

Réforme des retraites en France : Violence et affrontements



Djalou@hotmail.com

Gouvernement espagnol

La deuxième vice-présidente exprime son soutien à la cause sahraouie

■ La deuxième vice-présidente du gouvernement espagnol et ministre du Travail et de l'Economie sociale, Yolanda Diaz, a exprimé son soutien à la cause du peuple sahraoui, contredisant ainsi la position du Premier ministre, Pedro Sanchez, à propos du Sahara occidental, occupé par le Maroc, rapporte le journal espagnol «El Día».

Par Slim O.

Yolanda Diaz, qui a participé samedi à un événement à Las Palmas (Grande Canarie), a assuré que «deux minutes après avoir connu le revirement de Pedro Sanchez favorable au plan (marocain) au Sahara occidental, il a été catégoriquement refusé».

Pour rappel, la classe politique espagnole s'était

indignée du revirement de la position de Pedro Sanchez sur le conflit au Sahara occidental, le qualifiant de «scandaleux» et de «contraire» à la position historique de l'Espagne et au droit international.

Dans ce sens, Yolanda Diaz avait déclaré à l'époque qu'elle se démarquait totalement de la position de son supérieur, soulignant que «la position de l'Espagne vis-à-vis de ce dossier doit émaner

d'un dialogue national, tout en tenant compte du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, garanti par le droit international».

Succombant aux pressions et chantages du régime marocain, le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez avait annoncé, le 14 mars 2022, son soutien au sinistre «plan d'autonomie» marocain concernant le Sahara occidental.

S. O.

M'sila

Mise en service d'un nouvel abattoir avicole

Un nouvel abattoir avicole a été mis récemment en service à la commune de Berhoum, dans la wilaya de M'sila, a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya.

Cet abattoir, d'une capacité d'abattage estimée à 72 000 poulets par jour, a été mis en service suite à la levée des entraves liées à l'investissement, ont précisé les services de la wilaya, ajoutant que le produit de cet abattoir servira à alimenter

en matière de volaille plus de trois wilayas dans l'Est du pays.

Cet investissement a permis la création de 150 postes d'emploi directs et plus de 500 autres indirects, au profit de la population de la commune de Berhoum. Il met fin également à l'abattage clandestin, auparavant très répandu dans la wilaya de M'sila, et augmente l'offre en matière de viandes blanches dans le marché de la wilaya et à l'est du pays, ont indiqué les ser-

vices de la wilaya.

A la wilaya de M'sila, les investissements mis en service durant les deux dernières années dans le secteur de l'agroalimentaire ont permis la création de plus de 2 000 postes d'emploi directs et plus de 4 000 emplois indirects, a-t-on rappelé de même source.

Plus de 75 projets d'investissements privés ont connu la levée des entraves, et ce, depuis le début de cette année, a-t-on conclu.

Maya

PUBLICITE

Incub anep

CHALLENGE ARAVAN

ZIBAN

18 MARCH - 20 MAY 2023

BISKRA

القروض الشعبية الجزائرية
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE

بِسْكَرَةَ تَقْرَأُ

0541477334 biskra.reads07@gmail.com

ANEP 0039 Le Jour d'Algérie - N° 5861 - Lundi 27 mars 2023